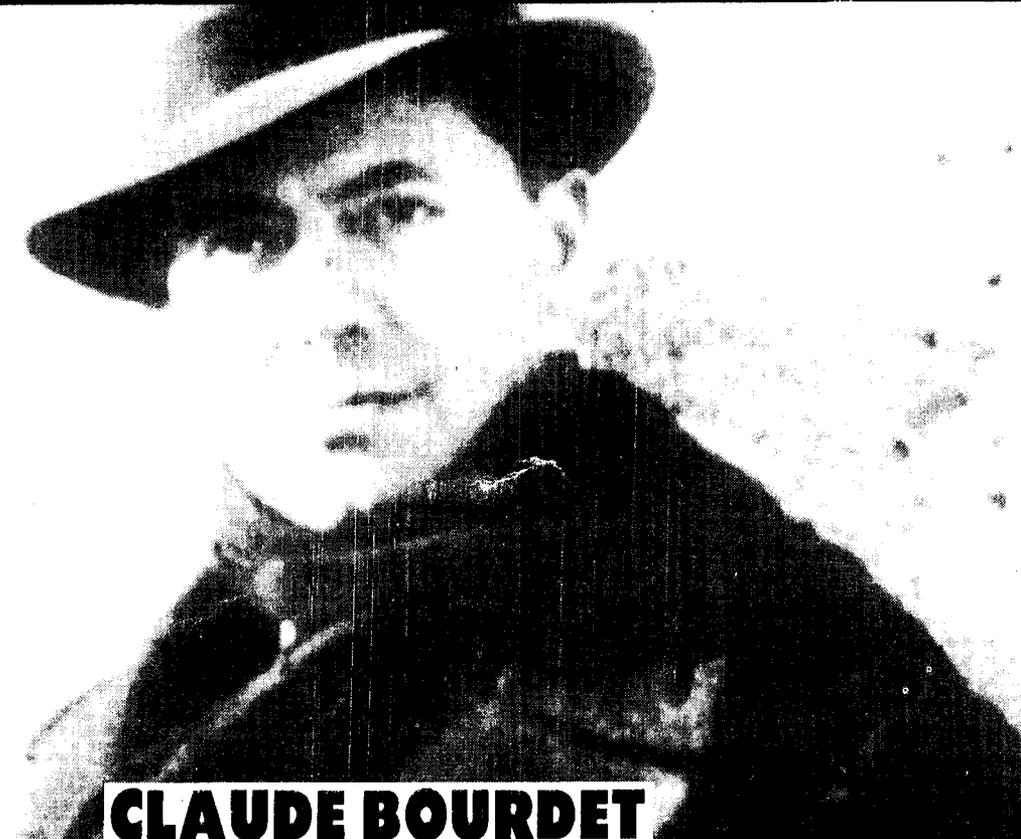


enjeu

POUR
LA REPUBLIQUE
ET LE SOCIALISME

JUIN 84 N° 13 - 25 F

**DOSSIER
JUSTICE**
AUX MARGES DU PALAIS
par J.-P. Jean (S.M.) G. Gaumé (C.G.T.) etc.



CLAUDE BOURDET

JEAN MOULIN A-T-IL EXISTE ?

A. DUPONT
**LA CFDT
SANS
CASQUETTE**

A. LIPIETZ
**L'AUDACE
CONTRE
L'ENLISEMENT**

P. JOFFROY
**NOTRE
PROFESSEUR
D'AUSCHWITZ**

IV 1520 - 13 - 25 F

nant à des békés (colons blancs), terres restées longtemps en friche et de superficie variant entre 90 et 150 hectares. Quatre ou cinq occupations ont eu lieu jusqu'à présent, mobilisant une cinquantaine de jeunes paysans. Procédant à ce qu'ils appellent des « coups de mains », ils défrichent ensemble et travaillent la terre en diversifiant les produits qu'ils vendent eux-mêmes aux particuliers ou sur les marchés.

Selon ces paysans tout « occupant » doit répondre à certains critères : être acquis à la cause nationale ; avoir la volonté de travailler en collectif ; avoir la volonté d'acquérir la technique pour maîtriser l'agriculture ; être prêt à allier la technologie agricole moderne avec les méthodes culturelles des paysans plus âgés ; refuser d'acheter la terre et se prononcer pour un système de location.

Quels échos a le phénomène de réappropriation ? Très vite il a été ressenti comme positif, apportant un démenti à ceux qui pensaient que la jeunesse martiniquaise était paresseuse et refusait de travailler la terre ; il a révélé les « combines » entre la SAFER, les békés et les organismes officiels et a attiré l'attention de l'opinion sur les abus faits des meilleurs sols : démantèlement abusif, spéculation foncière. Cependant, les occupations ont péché par manque de production, pour certaines, ou par insuffisance de production, pour d'autres, et c'est là que les Martiniquais ont été déçus. Les raisons sont multiples, le travail collectif a connu de sérieuses difficultés, des intérêts partisans semblent avoir parfois prévalu et la production n'a pu être absorbée efficacement par manque d'organisation technique et matérielle, dans la plupart des cas.

Pour relancer la dynamique des « occupations » une structure paysanne est en train de naître, articulée autour de trois mots d'ordre : a) produire pour renforcer la résistance ; b) produire pour marcher vers l'auto-suffisance ; c) protéger les terres agricoles en créant une banque des terres.

Voilà la seule action concrète et positive que j'ai pu percevoir, en peu de temps il est vrai, à propos du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes en Martinique. Action résolument courageuse dans l'un des plus beaux et des plus étranges départements français.

J.-P. E. ■

Débat

L'AUDACE CONTRE L'ENLISEMENT

Il n'est pas nécessaire de partager toutes les positions ou les propositions politiques de son auteur pour reconnaître, dans l'*Audace* ou l'*enlissement*, la description la plus lumineuse et, sans doute, l'une des plus intelligentes dont un citoyen puisse aujourd'hui disposer pour comprendre les choix économiques de la Gauche depuis mai 81 et ceux qui l'attendent. Alain Lipietz et Didier Motchane en débattent ici.

Didier Motchane — Ton livre met très clairement en lumière la logique de notre récente histoire économique, je veux dire de ce qui s'est passé à cet égard depuis 1981 et, dans une certaine mesure aussi, elle met cette logique en rapport avec la logique sociale, les déterminations, les situations et les positions des différents groupes sociaux, des différentes classes sociales de la société française. Encore que l'éclairage principal, c'est une explication de l'histoire économique et de cet événement très particulier, c'est-à-dire d'une politique économique conduite par la gauche dans un des grands pays industriels du monde

capitaliste. Il y a, bien entendu, un très grand écart entre les orientations que le Parti Socialiste avait établies pour l'exercice du pouvoir avant les élections. Ce qu'on peut lire, par exemple, dans le *Projet Socialiste* et ce qui s'est passé. Une des idées reçues les plus communes est d'ailleurs celle selon laquelle les socialistes ont appliqué, pendant un an environ, de l'été 81 à juin 82, leur politique, et que cela n'a pas marché.

Mais, était-ce vraiment « leur » politique qu'ils ont mis en œuvre en juin 81. Comment caractériser la politique économique qui a été suivie pendant la première année ?

Mai 1981. L'Etat de grâce...



Était-elle cohérente en elle-même ? Était-elle aussi vraiment celle du Projet Socialiste, comme presque tout le monde l'a dit à cette époque et ensuite, soit pour s'en louer, soit pour la critiquer ?

Alain Lipietz — Je ne suis pas membre du Parti Socialiste, j'ai une perception extérieure au Parti Socialiste, je pense que la première phase a été relativement conforme à un certain nombre d'engagements qu'avait pris le Parti Socialiste dans son esprit et pas seulement dans ces mesures. Elle était conforme à ce que les gens attendaient de ce parti et, au moins dans les trois premiers mois, elle a soulevé un certain enthousiasme. On peut dire que la politique de 81 a été tout à fait conforme à une certaine attente de transformation sociale et de mesures sociales assez rapides. Cela dit, cette politique était-elle appropriée et cohérente ? Je pense que non. Pour l'incohérence, en gros, la politique de la gauche telle qu'elle avait été annoncée par la campagne du candidat Mitterrand était une politique de relance. Relance par la demande, accompagnée par des restructurations dont les deux piliers étaient la décentralisation et les nationalisations. La politique était incohérente car, si l'on fait une politique de relance, on a en tête de donner plus d'argent aux gens pour consommer.

« Un certain nombre de cochés manqués »

Moyennant quoi, il y aura plus de demandes qui intéresseront l'industrie. Celle-ci produira donc plus et créera des emplois. Pour que ce raisonnement soit exact — s'il peut l'être — il faut, tout au moins, que l'on prenne des mesures pour que la nouvelle demande ainsi créée s'adresse à la production française. Il fallait donc prendre des mesures drastiques, rendant le plus cher possible la production étrangère par rapport à la production française. Au moins en France, ces mesures n'ont pas été prises : c'est, à mon avis, la tare originelle de la politique de macro-économique de ce gouvernement. Ces mesures impliquaient la dévaluation brutale de l'ordre de 20 % qui aurait ramené la parité réelle à ce qu'elle était en 1978 par rapport au reste de l'Europe. Si cette dévaluation avait été faite dans les tout premiers jours, celle-ci serait passée comme



Mai 1984. Les travailleurs en colère

une lettre à la poste, politiquement. Ensuite, elle aurait permis un très fort appel d'air en direction de l'appareil productif français, et nous aurait permis de continuer à exporter etc. Donc, cette politique, sans protection externe était incohérente. Mais même, était-elle appropriée au type de crise que nous avons maintenant ? C'est cela que je nie. Il me semble que ce mirage des années 50, 60, début 70, selon lequel, pour faire fonctionner le capitalisme, il suffisait d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, ce mirage, correspondait à une certaine période de l'accumulation capitaliste, que l'on appelait accumulation intensive. Cette accumulation, dans laquelle de très forts gains de productivité relativement peu coûteux en mécanisation, permettaient d'augmenter, à la fois les profits pour investir, et les salaires pour consommer. La crise que nous connaissons aujourd'hui est une crise de ce modèle de développement et, par conséquent, il devenait extrêmement difficile de relancer l'appareil productif uniquement par des mesures du genre relance par la demande.

D.M. — En somme, premièrement, il y a eu une sous-estimation de ce qu'on nomme la contrainte extérieure, de la difficulté de faire une politique de croissance en France, alors que la plupart des grands pays industriels suivaient une pente et une politique inverses, et une sous-estimation des conditions dans lesquelles la production française pouvait réagir à cette relance ?

A.L. — Je pense qu'une politique de relance du type keynesien ne nous sortait pas de cette crise. Du fait que, justement, un certain modèle d'accumulation, fondé sur des gains de productivité obtenus par une certaine organisation du travail, était épuisé. C'est là, qu'à mon avis, les socialistes n'ont pas été à la hauteur de leur propre projet Socialiste. Finalement, ils voulaient faire une espèce de Keynesianisme de gauche, qui a donc échoué pour les raisons d'incohérence que je viens de citer. Je pense qu'un certain nombre de cochés ont été manqués. Premièrement, sur la question de la réduction de la durée du travail. C'était là, non seulement un des moyens de créer des emplois de façon conjoncturelle, mais surtout un moyen de créer un nouveau mode de vie, d'ouvrir des espaces à la démocratie, aussi bien dans l'entreprise qu'en dehors. Deuxièmement, la gauche institutionnelle, parlementaire, présidentielle a manqué le coche de la révolution de l'organisation du travail. Troisièmement, une grande initiative était nécessaire dans le domaine des rapports de production non capitaliste. La gauche s'était battue sur le thème de la rupture avec le capitalisme. Pour moi, la rupture avec le capitalisme, c'est l'invention d'autres rapports sociaux. Or, lorsque l'on décidera de faire le bilan des nouveaux rapports sociaux que les socialistes ont tenté de mettre en œuvre, on ne trouvera pas grand-chose.

D.M. — N'a-t-on pas l'impres-

sion que tu détaches le partage du travail, la diminution de la durée du travail, des conditions d'ensemble de la production et, en particulier, de la quantité de travail ? Il me semble difficile dans cette affaire, de séparer la qualité de la quantité. Alors que l'on dit que la France vit au-dessus de ses moyens, peut-on estimer qu'il n'y a qu'une quantité finie de travail possible. N'est-ce pas, plutôt, que nous travaillons au-dessous de nos besoins ?

« Le trésor caché du chômage... »

A.L. — Tout d'abord, je suis tout à fait d'accord avec le thème, « en France, on ne travaille pas assez ». L'ensemble des Français ne travaille pas assez. Il y a deux millions de chômeurs et, c'est là, le trésor caché que le gouvernement de gauche aurait dû déterrer. Lorsque je parle de diminution du temps de travail, c'est pour ceux qui travaillent déjà de façon, entre autres, à donner du travail à ceux qui n'en ont pas. Mais je crois, aussi, que la question de la réduction du temps de travail et la question de la quantité et de l'amélioration de la qualité des produits sont extrêmement liées. Je m'explique : il faut, tout d'abord, distinguer le problème du travail productif du travail improductif. Il est vrai que, dans mon livre, je m'attache surtout au travail industriel pour des raisons bien précises. C'est là que la question de la crise du travail se pose principalement. La question du travail administratif est tout à fait différente, car ce dernier est difficile à définir. Il est très lié à une certaine organisation de la société. Et faut-il qu'il y ait des administratifs ? C'est une question que l'on peut poser, et que les socialistes devraient poser. Je pense qu'une série de tâches accomplies par les administratifs pourraient l'être par les usagers eux-mêmes. Je veux donc m'intéresser essentiellement au travail productif de la valeur d'usage satisfaisant un besoin social reconnu. Alors là, je crois que nous sommes dans une crise du travail, du travail posté, du travail à la chaîne et que tout l'enjeu de la période historique qui est maintenant ouverte depuis 70, et qui va durer jusqu'en 1990, c'est l'invention de nouvelles formes d'organisation du travail. Plusieurs voies s'offrent pour sortir de la crise. Des

voies capitalistes, par exemple, en renforçant le contrôle capitaliste sur le collectif des travailleurs par le biais de l'automatisation, ou, au contraire, celle qui décréta appuyer les mouvements de gauche. C'est la voie de la réappropriation par les travailleurs, eux-mêmes, de l'organisation de leur travail. Or, il y a un lien précis entre la durée du travail (et par soustraction la durée du temps libre) et les formes d'organisation du travail. Je dirais que, d'une certaine façon, c'est parce que les gens sont abrutis pendant 40 heures, plus le temps de transport, qu'ils sont les plus malléables à une forme d'organisation du travail qui les exproprie de l'organisation de ce travail. Par conséquent, un mouvement de transformation de relations au travail doit s'appuyer sur une sorte de trépied : premièrement, une réduction de temps de travail permettant un par-

tage différent entre travail productif et hors-travail. Deuxièmement, une modification du travail productif dans le sens d'une plus grande réappropriation par les travailleurs eux-mêmes du processus productif. Troisièmement, une transformation du temps hors-travail permettant un enrichissement intellectuel, soit par des périodes de requalification, soit par des périodes d'expérimentation d'autres types de rapports sociaux en dehors de l'entreprise qui les mettraient plus à même, à l'intérieur du temps de travail, de faire profiter la société de leurs richesses individuelles. Je crois que c'est un thème qui a souvent été avancé par Marx en particulier : c'est la réduction du temps de travail qui permettra à l'individu plus riche d'entrer différemment dans le processus productif.

D.M. — Mais, le travail productif, cela peut vouloir dire deux cho-

ENFIN UN REGARD DE GAUCHE...

Après le risque d'enlèvement dans les débats universitaires marxistes des précédents ouvrages d'Alain Lipietz, l'audace du pari de la vulgarisation, dans un livre plus politique... et plus polémique. Avec les raccourcis, souvent caricaturaux, que cela implique, certains lecteurs d'*En Jeu* se sentiront agressés par les piques lancées à l'occasion contre le CERES. Ils n'en apprécieront sans doute que davantage des analyses très proches des leurs. Il est tellement rare de trouver aujourd'hui une critique de gauche, complète et argumentée, de la politique économique menée depuis mai 81 ! Et les deux premiers chapitres brossent un tableau remarquablement pédagogique de la « crise du fordisme », à conseiller à tous ceux qui n'ont pu trouver le temps de faire le tour de la question.

Mis en appétit par cette longue introduction, puis tenu en haleine par l'histoire politico-économique de ces trois dernières années, on est assez déçu par la centaine de pages qui évoque « l'audace nécessaire ». Celle-ci tient en trois points.

L'indispensable découplage, qui nous conduit de la sortie du SME aux mesures de sauvegarde, est trop bien connu des lecteurs

d'*En Jeu* pour leur apporter des réflexions nouvelles. La critique du « technologisme », où l'auteur tend les bras trop complaisamment aux naïvetés de certains tenants de la réduction du temps de travail, manque d'arguments solides. Reste l'ouverture d'un débat sur la protection sociale, où l'on retrouve des idées intéressantes, mais où l'on est très surpris de ne voir que « l'ébauche d'une sociale démocratie moderne ouvrant la voie à une radicalisation » (p. 332), sur le terrain le plus traditionnel de ce courant, la solidarité.

Le début de l'ouvrage avait pourtant mis l'accent sur la contradiction que partagent aussi bien « l'autre politique » proposée par Chevènement que le « barisme de gauche » qui triomphe aujourd'hui : les raisons fondamentales de la crise tiennent aux rapports de production, alors que les alliances de classes envisageables en France ne permettent pas leur remise en cause dans un sens socialiste. Vouloir transformer ces rapports de production dans notre pays seulement n'aurait d'ailleurs pas de sens du fait du degré d'internationalisation du capital en cette fin du vingtième siècle.

Jean-Pierre Lalande

ses. Dans la situation qui est la nôtre et que le 10 mai n'a pas changée, cela veut dire toujours non pas production de valeur d'usage mais production de plus-value. Changer le rapport social c'est changer les conditions de production et l'utilisation de la plus-value et de la conception qu'il peuvent se faire du travail productif. S'agissant de politique économique, on est bien obligé de prendre les choses où elles sont.

A.L. — Tout le problème du socialisme, c'est de savoir qui contrôle un produit et en décide l'affectation. L'usage de la plus-value, elle-même, est fortement déterminé par le type d'organisation du travail à l'intérieur des entreprises productives. Bien entendu, la question de l'utilisation du surplus social qui, dans le cadre du capitalisme, prend la forme de la plus-value, est tout à fait importante. Cela nous amène à deux grandes questions : la question des nationalisations et celle de la politique macro-économique d'ensemble. Traditionnellement, le mouvement ouvrier pensait, disait, écrivait que la nationalisation suffirait à résoudre le problème de l'affectation de la plus-value.

Contrôler socialement le profit

L'expérience a montré que cela n'est pas le cas : l'expérience de l'URSS, celle de la France en 45, la loi de démocratisation du secteur public, qui a été très en dessous de ce que l'on pouvait espérer. Le deuxième problème c'est celui de la politique économique d'ensemble. Faut-il faire du profit ? Il y a eu une espèce d'ambiguïté non maîtrisée par la gauche, toutes tendances confondues d'ailleurs, y compris moi-même. Quand la gauche était dans l'opposition, tout le monde disait : le profit, c'est-à-dire la part du surplus accumulé et approprié par les capitalistes, c'est le mal. Puis, après, lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, on se rend compte que le surplus, c'est ce qui permet d'investir, de restructurer, de développer des industries nouvelles et, par conséquent, le surplus est une bonne chose. Les deux sont vrais, mais je pense que l'on est parti d'un excès de l'un pour tomber dans l'excès de l'autre. La gauche semble avoir découvert que le profit n'était que l'autre face du surplus économique et, par consé-



COLLECTIF

quent, la base de l'accumulation du progrès, et elle ne voit plus que cet aspect-là. Avoir une politique du surplus économique, cela aurait été avoir une politique d'alliance de classe. Fait-on alliance explicitement avec le capitalisme industriel ? Quelle politique a-t-on vis-à-vis des cadres supérieurs ? Quelle politique, vis-à-vis de la rente foncière ? Quelle politique fait-on avec les banques nationalisées ? Quel contrôle de l'investissement ? etc. Toutes ces questions n'ont pas été posées et je pense que l'on s'est simplement contenté de réhabiliter le profit sans poser la question de quel contrôle social sur ce profit.

D.M. — Tout à fait. Une des impressions les plus nettes que l'on garde de cette époque et de ton livre, c'est cette espèce de schizophrénie volontaire que beaucoup de gens à gauche cultivent qui consiste à séparer l'économique du social. Toute politique de réforme suppose une certaine croissance. La politique de croissance par la seule expansion de la demande fait l'impasse sur les structures de la production française et les rapports de celle-ci au marché mondial. Je tiens à maintenir fermement qu'il fallait avant tout une politique de réforme des rapports sociaux dans l'entreprise mais que, dans la France de 1984, ceci impli-

que une certaine expansion. On a assisté notamment à une absurde polarisation entre ceux qui disaient « il faut faire de l'expansion » et ceux qui répliquaient « non, il faut faire de la restructuration » et des réformes des rapports sociaux, éventuellement, lorsqu'ils voulaient mettre un peu de supplément d'âme dans leur modernisme.

Ni les politiques d'expansionnisme keynésiennes ni les politiques de restructuration par le bas des monétaristes ne peuvent nous sortir de la crise. Ce qui est fondamentalement en question, c'est le rapport entre l'organisation du travail, l'utilisation du temps libre, le mode de consommation etc. Et c'est profondément une question de transformation des rapports sociaux à l'endroit même où l'économique ne se sépare plus du social. Je pense que, là-dessus, la gauche, à partir de la deuxième période, a péché, en consolidant cette séparation. Nous avons par exemple, aujourd'hui, un ministère de l'Industrie pour s'occuper des entreprises sans s'occuper des travailleurs dans l'industrie. Nous avons un ministère de la Solidarité qui s'occupe de ce qui se passe en dehors de l'entreprise. Nous n'avons plus de ministère des Travailleurs dans l'entreprise, ce que devrait être un ministère du Travail. On entend dire, par ailleurs, que l'on serait à la veille d'une espèce de saut dans les conditions de la production et, très précisément, des conditions de la productivité. Un certain scientisme interprète l'embrayage direct de la science sur la production, comme créant des conditions d'accroissement de la productivité, non seulement fantastiques, mais qui obéiraient à une logique tout à fait nouvelle car elle serait, en quelque sorte, détachable et détachée du travail.

Mutations sociales et mutations technologiques

Ne faut-il pas donner aux gens, aux travailleurs, une idée plus claire des conditions dans lesquelles les choses peuvent évoluer et, deuxièmement n'est-il pas important, pour la gauche, de montrer que ce ne sont pas les mutations technologiques qui commandent aux mutations sociales, mais l'inverse : c'est l'ensemble de la société qui produit des mutations technologiques.

A.L. — On assiste à une espèce



SYGMA

« Une espèce de tentative de destruction du mouvement ouvrier... »

de bizarrerie qui est que le discours le plus stalinien est devenu la vulgate commune à la droite et à une grande partie de la gauche. C'est-à-dire « les forces productrices se développent, c'est elles qui transforment les rapports sociaux automatiquement, de façon linéaire et univoque ». Je pense que le travail principal de la gauche face à la révolution technologique est de souligner l'ambivalence de cette révolution, et de montrer que ce sont les luttes sociales qui sont déterminantes et sous quelles formes, malgré cette invention tout à fait secondaire qu'est le microprocesseur. Je crois qu'un certain discours qu'a tenu la gauche dès le début m'a beaucoup surpris. Avec la critique du modèle soviétique, avec la critique de la société productiviste dans les années 60, il y avait eu un réexamen extrêmement riche du marxisme avec les althusériens en France, avec les marxistes italiens et montrant ce que tu viens de dire, c'est que ce sont les rapports sociaux qui déterminent l'évolution technologique et non l'inverse. Dès l'instant que la gauche est arrivée au pouvoir, ce thème a, semble-t-il, complètement disparu. Le cas de l'informatique est tout à fait clair. On avait, avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, un certain discours sur l'usage de l'informatique montrant ses dangers politiques et sociaux. Puis la gauche au pouvoir a fait le Centre Mondial de l'Informatique pour voir ce que l'on pourrait faire de l'informatique et puis, avec le rapport Abel Far-

nou, c'est rapidement devenu : il faut que l'on développe nos micro processeurs, nos câbles, etc. Sans réfléchir un instant sur la façon dont on incorporerait ces acquis technologiques aussi bien dans le modèle de production que dans le modèle de consommation. Or, il est extrêmement simple de montrer, tant au niveau de la consommation que de la production, que l'on peut faire le pire ou le meilleur avec l'informatique. Prenons le modèle de la consommation, c'est tout le débat sur les nouveaux médias : ou bien les nouveaux moyens électroniques permettent de développer plus encore un certain type de grands médias que l'on verra contrôler par le commerce, l'industrie, les firmes etc. ou bien, au contraire, ils aident à développer des moyens interactifs au niveau des quartiers. A chaque fois la question des rapports sociaux prime sur la question de la technologie.

D.M. — N'assistons-nous pas, aujourd'hui, à une espèce de tentative de destruction de ce que l'on appelait autrefois le mouvement ouvrier ?

A lire les journaux, à regarder la télévision, n'a-t-on pas l'impression que, vraiment, le mouvement ouvrier serait en train de devenir un vestige de notre modernisation ? N'est-il pas intéressant et inquiétant de voir des idées de ce genre pénétrer, même dans certaines régions de la gauche ?

A.L. — Il y a une chose qui s'est délitée évidemment, c'est l'identité

entre une certaine figure ouvrière et une certaine forme d'organisation politique. Le discours qui explique ce délitement est, en gros, le suivant : jadis, il y avait l'ouvrier professionnel qui savait faire les choses, qui était exploité mais qui aurait pu faire marcher les usines. Cette réalité ouvrière engendrait un certain type d'organisations ouvrières et d'organisations politiques aspirant à prendre le contrôle de la société, tout comme les ouvriers avaient le contrôle de leurs gestes professionnels. Dans la mesure où cette figure ouvrière a disparu, il n'y a plus lieu qu'existent des organisations dites du mouvement ouvrier. En gros, c'est le discours dominant. Je pense qu'il y a beaucoup de vérité dans cette explication mais elle est tout à fait exagérée.

« Est-ce trahir la gauche que de lutter ? »

D'abord, à l'époque où existait un mouvement ouvrier s'appuyant sur une figure ouvrière, la réalité ouvrière était tout aussi diffuse et complexe qu'aujourd'hui. A côté de l'ouvrier de métier, il y avait son manœuvre. A côté des ouvriers, il y avait les paysans, et les organisations dites ouvrières étaient des machines qui s'appuyaient sur la figure centrale de l'ouvrier professionnel et qui hégémonisaient les autres figures ouvrières et puis qui passaient des alliances avec la petite bourgeoisie, les artisans, les paysans

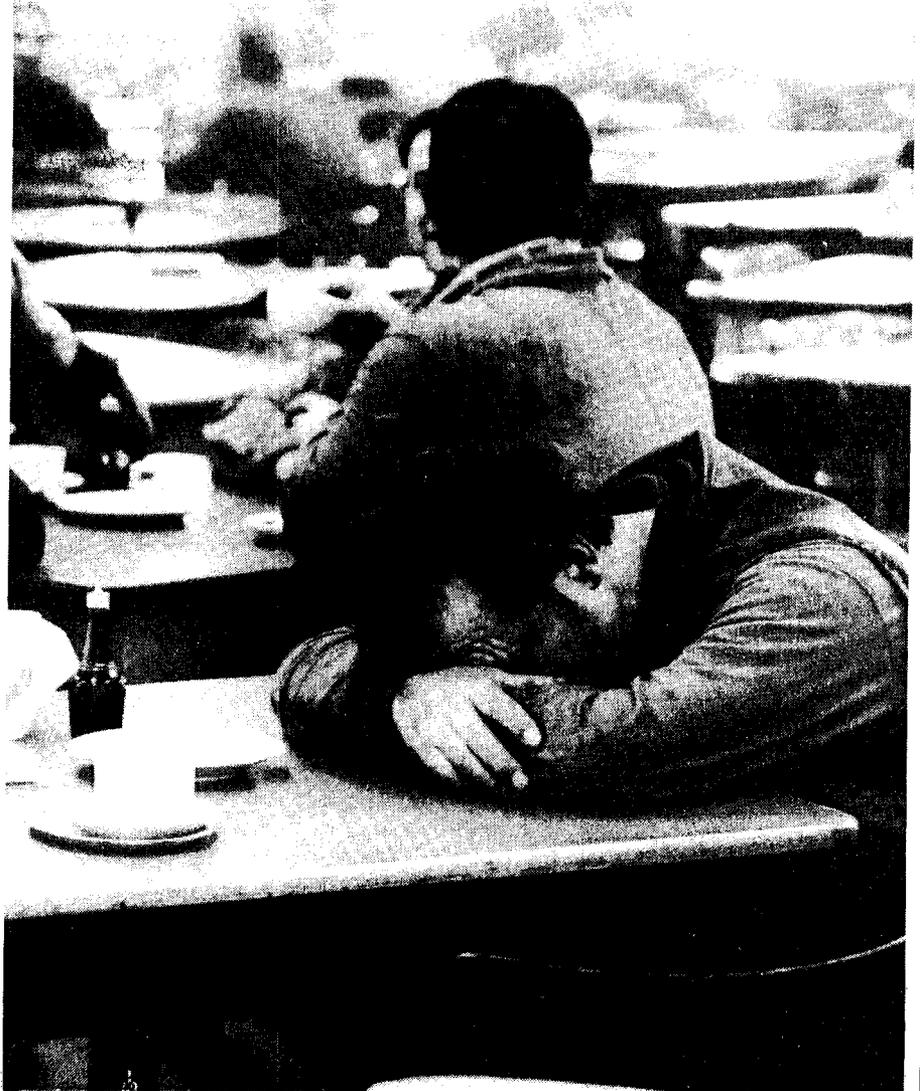
etc. Donc le problème pour le mouvement ouvrier politique de s'appuyer prioritairement sur une certaine figure d'ouvrier, pas sur des alliances avec d'autres figures sociales, cela n'a rien de nouveau. Tout le problème, c'est qu'à mon avis, les organisations ouvrières, PS, PC, gauchistes, tout ce que tu voudras, n'ont absolument pas su voir apparaître les nouvelles figures à l'intérieur de la classe ouvrière, ou du prolétariat politique, et n'ont pas su poser la question du rapport avec les autres forces sociales, avec le mouvement des femmes, avec le mouvement écologiste, avec tous les mouvements nationaux. Quand on pense que l'internationale ouvrière est créée à l'occasion d'un congrès pour l'indépendance de la Pologne, quand on voit donc l'importance qu'a eu la convergence des mouvements sociaux pour la création du mouvement ouvrier, et la médiocrité avec laquelle était mené le débat, dans les années 70, sur le rapport entre le mouvement ouvrier et les autres mouvements sociaux comme l'écologie, les mouvements féministes, etc. je pense qu'il y a une très grande responsabilité, toutes tendances confondues, y compris moi-même, dans l'actuelle crise de l'idéologie de ce que l'on peut appeler le mouvement ouvrier. On a assisté à une absurde polarisation, à partir de la retombée de la poussée révolutionnaire de 68, avec le débat entre ceux que l'on a appelé la première et la deuxième gauche. On a eu, d'une part, des gens disant « le progrès du mouvement ouvrier est venu de la consolidation du droit social dans les grandes usines garanties par l'Etat. Il faut, pour faire avancer le mouvement ouvrier, renforcer ces garanties », et je pense qu'à partir du milieu des années 70, le PC et le CERES se sont plutôt dirigés dans cette direction-là. C'est mon point de vue. En face, nous avons des gens, la CFDT, les rocardiens, disant « il y a un tas d'idées nouvelles qui se développent un peu partout. C'est cela les mouvements sociaux qu'il faut soutenir. Ils sont porteurs de nouveauté, et le mouvement ouvrier, c'est une vieille mine qui ne présentera plus qu'un intérêt archéologique ». Tout l'effort qu'il aurait fallu, à mon avis, accomplir, consistait à reposer ces questions de la fusion entre les aspirations nouvelles surgissant dans toute la société, peut-être portées de façon

privilegiée par la petite bourgeoisie moderne et celles portées par les différentes fractions du peuple exploitées ou opprimées, que ce soit les ouvriers de différentes qualifications, de l'OS à l'ouvrier spécialisé, et y compris certains ingénieurs productifs, etc. Je pense que cela aurait dû être la tâche des années 70 et que cette polarisation absurde entre deux positions — alors que le problème était de résoudre les contradictions, non pas de les cultiver chacun sous sa bannière — ce retard à la résolution culturelle des contradictions est en fait la cause des difficultés de la gauche aujourd'hui.

D.M. — Je ne suis pas d'accord avec certains éléments de cette géographie idéologique mais je veux te demander la question intelligente, à propos de ton livre, qui n'a pas encore été posée.

A.L. — « Est-ce que l'audace est encore permise ? » C'est une question à laquelle il est très difficile de répondre à 18 mois de 1986. Du

« Est-ce que l'audace est encore permise ?... »



SYGMA

si l'on mettait les gens dans le coup et, dans cet ordre d'idée, il me semble que le gouvernement a tout à fait tort de la gérer technocratiquement comme il le fait, et que les gens ont raison de le critiquer. Mais là où je ne suis pas d'accord c'est lorsque la lutte sur les restructurations prend la forme de la lutte pour le maintien de ce qui existe, place par place. Quand on voit une division dans la classe ouvrière entre les ouvriers de Valenciennes et les ouvriers de Gandrange, quand on voit les ouvriers de la « navale » obtenir 3 milliards qui sont prélevés sur les dépenses de l'Education nationale, cela veut dire que des enfants ne verront pas améliorer leur cantine, leurs conditions de travail pour que des bateaux, formidablement subventionnés, permettent de maintenir quelques années de plus quelques sites industriels. Il y a donc des contradictions énormes qui sont maintenant soulevées dans les masses, et je pense que c'est la tâche de tous ceux qui sont un peu en recul par rapport aux exigences gouvernementales d'encourager à lutter, mais pas dans n'importe quelle condition : de façon dynamique, dans la direction d'une transformation des rapports sociaux, et non pas du maintien, jusqu'aux législatives de 1986, de l'acquis d'aujourd'hui. Quant à la lutte contre l'austérité, la dynamique qu'appelle mon livre est assez complexe, parce que je pense que sur le fond, il faut transformer les rapports sociaux, le mode de produire, le mode de consommer. Et pour cela, il faut faire des transformations et des sacrifices sur certains aspects, permettant des contreparties sur d'autres aspects. Or, il est évident que, selon le niveau d'expansion, on percevra d'abord plus ou moins le « creux », les sacrifices et, donc très faiblement, les avantages du « changement » : nouveaux modes de vivre, temps libre etc. Par conséquent, la question de l'expansion est une condition nécessaire pas suffisante de la réforme sociale et industrielle et, en amont, il y a la question du commerce extérieur, la question de la dévaluation etc.. Ce qui fait que l'on peut avoir l'impression, à lire mon livre, que la clé c'est la dévaluation. Ce qui n'est pas du tout le sens de ce livre. C'est la transformation sociale qui nous sortira de la crise. ■

Politique

L'AVENIR EN FUITE

OU D'UNE GAUCHE NON-COMMUNISTE A UNE GAUCHE NON-SOCIALISTE

par Didier Motchane

« Qu'on ne s'y méprenne pas : notre propos n'est pas de polémiquer avec des hauts-parleurs. C'est le sens et les contresens, la fonction et la prégnance de ce bruitage qui nous intéresse et la façon dont d'infatigables crécelles — qu'Alain Minc et Alain Touraine nous le pardonnent — confondent ce bruitage avec la musique du monde parce qu'ils s'en croient les synthétiseurs. »

C'EST la victoire politique remportée par la Gauche en 1981 qui a servi en France de révélateur à la crise du mouvement ouvrier. Sans doute celle-ci était-elle engagée depuis de longues années dans le monde par le passage de la croissance à la récession économique, qui sapait lentement les bases du compromis social et de sa régulation par l'Etat-providence sur lesquelles la réussite et l'existence même de la social-démocratie s'étaient fondées. Mais dans les années mêmes où celle-ci commençait sa décrue dans les pays du capitalisme le plus avancé où elle avait fini par s'installer, la même crise semblait renforcer la Gauche française dans une société restée allergique aux formes les plus développées de la collaboration de classe que la social-démocratie requérait. Même si ce qu'une des modes actuelles désigne rétrospectivement sous le nom de deuxième gauche (mais celui de demi-gauche ne correspondrait-il pas mieux à l'appréciation du passé et au pressentiment de l'avenir qu'elle porte elle-même sur son destin ?) a longtemps cru que la France allait au-devant d'une social-démocratie qu'elle ne pouvait que côtoyer, le trait distinctif, sinon décisif, du mouvement ouvrier français aura toujours été de se penser comme extérieur à la société capitaliste et d'être largement vécu

comme tel (par elle-même comme par lui). Il ne suffit pas de reconnaître la réalité des processus de « légalisation de la classe ouvrière » opérés par le législateur depuis 1884 pour disqualifier comme « purement » rhétorique, non seulement le clivage maintenu entre « réformistes » et « révolutionnaires » par les organisations syndicales et politiques de la Gauche française, mais la récusation perpétuée du capitalisme à partir de laquelle les uns comme les autres situaient, quelles qu'en fussent l'étendue et la portée, les compromis de fait ou de droit passés avec la classe dirigeante et l'Etat lui-même. Aucun de ces compromis ne pouvait se réduire purement et simplement à une fonction d'intégration sociale dans la mesure où il renvoyait au dépassement ou au renversement du capitalisme, dans l'affirmation d'une contre-société projetée dans l'avenir.

Une application débile d'une théorie débile

En est-il toujours de même depuis 1981 ? Assurément non, comme ne nous laissent pas de nous le faire remarquer ceux qui, tels Alain Touraine ou Alain Minc, ne se lassent pas de féliciter chaleureusement la Gauche d'avoir pris l'oc-